

Pouvoir des personnes et changements de régime: comment la non-violence peut étendre la démocratie

Par Dr. Stephen Zunes

"Certes, comme le feu d'une petite étincelle grandit et se renforce toujours, et plus il trouve de bois à brûler, plus il en dévore, mais se consume et finit par s'éteindre de lui-même quand on cesse de l'alimenter, de même, plus les tyrans pillent, plus ils exigent ; plus ils ruinent et détruisent, plus on leur fournit, plus on les sert. Ils se fortifient d'autant, deviennent de plus en plus frais et dispos pour tout anéantir et tout détruire. Mais si on ne leur fournit rien, si on ne leur obéit pas, sans les combattre, sans les frapper, ils restent nus et défaits et ne sont plus rien, de même que la branche, n'ayant plus de suc ni d'aliment à sa racine, devient sèche et morte."

- Etienne de la Boétie, 1548 (*Discours de la servitude volontaire*)

Ceux-là qui défendent la guerre, l'avortement, la peine capitale et d'autres formes de violence essaient souvent de rationaliser leurs positions en proclamant qu'une telle violence prévient vraiment une souffrance. Les supporters de la peine capitale revendiquent - argument réfuté depuis longtemps par la recherche sur le terrain - qu'elle dissuade les meurtriers, quand l'attention devrait plutôt être portée sur des mesures préventives non-violentes telles que le contrôle du port d'arme, une plus grande justice économique et un accès amélioré aux services psychologiques. De même les supporters de l'avortement légalisé font cette revendication douteuse que la perturbation de la vie d'une mère du fait d'une grossesse non désirée a une plus grande importance morale que la vie de l'enfant à naître, quand l'attention devrait plutôt se porter sur la mise en oeuvre d'alternatives non-violentes telles que le soutien adéquat en faveur des enfants et des parents ou le fait d'empêcher des femmes de se trouver dans d'aussi difficiles circonstances en tout premier lieu.

Depuis son invasion sans provocation et illégale de l'Iraq en 2003, le gouvernement américain a soutenu que de telles guerres d'agression sont nécessaires afin de débarrasser les gens opprimés de régimes dictatoriaux et de promouvoir la démocratie. Pourtant, bien que - comme le meurtre et les grossesses non désirées - les dictatures soient des problèmes sérieux qui doivent être sérieusement traités, une telle réponse violente soulève de sérieuses questions morales et généralement rend une mauvaise situation encore pire. Heureusement, il y a une alternative claire à l'intervention militaire dans la promotion d'un "changement de régime" et la promotion de la cause de la démocratie qui s'est avérée être une action non-violente tout à fait efficace.

Les campagnes d'action non-violentes ont été une partie de la vie politique depuis des millénaires, défiant les abus commis par les autorités, en menant des réformes sociales et en protestant à propos du militarisme et de la discrimination. Au cours des dernières années, pourtant, il y a eu une augmentation de mouvements qui n'ont pas seulement provoqué des réformes politiques et sociales significatives en promouvant la cause des droits de l'homme, mais ont même chassé des régimes répressifs du pouvoir et ont forcé des leaders à changer la nature même de leur gouvernement.

Effectivement, les décades depuis la fin des années 1970 ont été témoins d'une montée remarquable des insurrections non-violentes envers les régimes autocratiques. Essentiellement non-violents les mouvements "people power" ont renversé des régimes autoritaires dans presque

deux douzaines de pays durant les trois décades passées, ont forcé de substantielles réformes dans encore davantage de pays et ont sérieusement défié d'autres despotes. Même la Maison de Liberté (Freedom House) du groupe conservateur, dans son étude empirique détaillée de 2005 *Comment conquérir la liberté*, a conclu que les organisations de société civiles démocratiques utilisant l'action non-violente étaient de loin le facteur simple le plus important dans la croissance importante des gouvernements démocratiques dans le monde.

La non-violence a montré son pouvoir de renverser des dictatures de la Mongolie à Madagascar, de la Bulgarie à la Bolivie, du Népal au Nigeria et aux autres pays à travers le globe en dépit des différences immenses du point de vue de la culture, de la religion, du niveau de développement et de l'orientation idéologique du régime.

À la différence des luttes armées, ces insurrections non-violentes sont des mouvements de résistance populaires organisés par rapport à l'autorité gouvernementale et qui - consciemment ou par nécessité - évitent l'utilisation d'armes de guerre moderne. À la différence des mouvements politiques conventionnels, les campagnes non-violentes emploient d'habitude des tactiques extérieures aux principaux dispositifs politiques de propagande électorale et au procédé du lobbying. La tactique peut inclure des grèves, des boycottages, des démonstrations de masse, la contestation populaire sur l'espace public, le refus d'impôts, la destruction de symboles d'autorité gouvernementale (comme les cartes d'identité officielles), le refus d'obéir aux ordres officiels (comme les restrictions du couvre-feu) et la création d'institutions alternatives pour la légitimité politique et l'organisation sociale.

Pourquoi la non-violence fonctionne

Tous les mouvements pro-démocrates non-violents n'ont pas été un succès, évidemment; plusieurs ont été réprimés, comme en Birmanie et en Chine. Ce qui est surprenant ce n'est pas que certains d'entre eux aient échoué - comme c'est le cas de beaucoup d'insurrections violentes autour du monde - mais que beaucoup d'entre eux aient réussi.

Le monde n'est certainement pas moins conflictuel que dans les années passées. Pourtant, il y a eu des améliorations importantes des droits civils et politiques au cours deux décades passées et l'action non-violente a joué un rôle crucial dans cette transition, en incluant la ruine de dictatures en Europe de l'Est, Amérique latine, Afrique et Asie. Il y a plusieurs raisons pour lesquelles les insurgés se sont détournés de la lutte armée pour adopter l'action non-violente. Une des raisons en est une conscience grandissante de l'augmentation des coûts des guerres d'insurrection. Comme en écho aux directeurs de sécurité nationale occidentaux, qui ont insisté pendant les années 1960 et 1970 sur le fait que la guerre des guérilleros pourrait facilement être vaincue (même dans des cas tels que l'Algérie et le Viêtnam), beaucoup à gauche et dans les pays en développement ont créé un contre-mythe de l'invincibilité de tels mouvements. Pourtant, la technologie a donné un avantage accru aux pouvoirs des statu quo au cours des dernières années. Même lorsqu'une insurrection armée est victorieuse, de larges pans de la population sont déplacés, les fermes et les villages sont détruits, les villes et une grande partie de l'infrastructure de la nation sont sévèrement endommagés, l'économie est détruite et il y a une dévastation étendue de l'environnement. Le résultat net est une réalisation progressive que les avantages de mener une insurrection armée peuvent ne pas en valoir le coût.

Un autre facteur avalisant la non-violence est la tendance, une fois au pouvoir, pour les mouvements armées victorieuses contre les dictatures, d'échouer dans l'établissement de systèmes politiques pluralistes, démocratiques et indépendants capables de soutenir le

développement social et économique et de promouvoir les droits de l'homme. Souvent ces manques proviennent partiellement de la contre-révolution, des désastres naturels, de l'intervention étrangère, des embargos commerciaux et d'autres circonstances au-delà du contrôle d'un mouvement populaire victorieux. Pourtant, le choix de la lutte armée comme moyen de s'assurer le pouvoir a tendance à exacerber ces problèmes et crée des problèmes qui lui sont propres. Premièrement, la lutte armée promeut souvent la philosophie d'une avant-garde élitaine secrète, en minimisant l'importance de la démocratie et en montrant moins de tolérance au pluralisme. Souvent les désaccords qui pourraient être résolus pacifiquement dans les institutions non-militarisées conduisent à de sanglantes bagarres de factions. Quelques pays, comme l'Algérie et la Guinée-Bissau, ont connu des coups militaires peu de temps après que les mouvements révolutionnaires armés aient évincé les colonialistes. D'autres, comme l'Angola et le Mozambique, ont enduré de sanglantes guerres civiles.

L'utilisation de la non-violence pour faire avancer la cause de la démocratie a l'air d'avoir un impact sur les attitudes populaires de ces pays envers la violence globale. Il est significatif que dans pratiquement chaque pays où il y a eu une insurrection non-violente réussie contre un régime autocratique, le nouveau gouvernement démocratique a aboli la peine capitale, a radicalement réduit les dépenses de militaires et a passé de plus fortes lois environnementales. Dans d'anciennes dictatures dans lesquelles les groupes minoritaires ont été légalement discriminés de nouveau, de telles lois ont été renversées. De même un certain nombre de ces nouvelles démocraties ont imposé de plus grandes restrictions à l'avortement tandis que pratiquement personne n'a davantage libéralisé les lois concernant l'avortement.

Toujours un autre désavantage des révoltes armées consiste en ce que le maintien d'une forte présence militaire exige généralement la plus grande dépendance envers bienfaiteurs extérieurs au sujet des armes. Dans le passé cela a conduit plusieurs gouvernements révolutionnaires à devenir dépendants de l'Union Soviétique, qui - comme n'importe quelle grande puissance - traditionnellement attachait des chaînes à ceux qu'elle aidait. Même un niveau relativement bas d'assistance au cours d'une lutte armée démarre un rapport de dépendance qu'il est difficile de casser. Cette association peut, à son tour, inciter des éléments de la vieille dictature à s'allier avec des pouvoirs rivaux importants en s'efforçant de renverser le nouveau gouvernement.

Par exemple, ayant évincé la dictature Somoza par la force armée, le populaire, mais lourdement militarisé, Front Sandiniste - malgré le fait d'éviter grandement l'écueil de la révolution cubaine, à savoir faire glisser vers une dictature communiste - devait encore fait face aux attaques de mercenaires armés organisées par les États-Unis. Le soutien américain en faveur des Contras a été justifié par les politiciens américains sur la base (largement fabriquée) que les militaires sandinistes avaient des visées agressives sur les pays limitrophes. À son tour, la menace de la sécurité nationale des États-Unis a renforcé l'aile militaire sandiniste, en volant des fonds précieux à des programmes domestiques extrêmement nécessaires et en menant finalement à la conscription militaire et aux efforts de contre-insurrection qui ont aliéné quelques segments importants de la population. Le résultat de la guerre des Contras fut une destruction étendue, l'effondrement de l'économie nicaraguayenne et l'échec électoral consécutif des sandinistes.

La pauvreté et les injustices affligeant beaucoup de pays en développement sont si étendus qu'un mouvement armé victorieux contre un régime autoritaire - même s'il possède une forte organisation, une faculté de mobilisation prouvée et une idéologie cohérente - n'est pas suffisant pour aborder les sujets d'inquiétude urgents auxquels doit faire face un pays lors de la période transitoire après la dévastation d'une révolution. Par conséquent, il y a eu un intérêt

grandissant pour les tactiques qui minimisent le degré de dislocation d'un pays et maximisent les chances que les segments de la population puissent devenir des membres contributifs d'un ordre politique post-autoritaire afin d'aider à construire une nouvelle société respectueuse des droits de l'homme.

La conscience croissante du pouvoir de l'action non-violente provient de plusieurs phénomènes. D'abord, les insurgés sont de plus en plus convaincus que la résistance armée a tendance à bouleverser des éléments indécis de la population, qui cherchent alors la sécurité dans le gouvernement. En faisant face à une insurrection violente, un gouvernement peut facilement justifier sa répression. Par contre la force utilisée contre des mouvements de résistance non armés crée d'habitude la plus grande sympathie envers ces adversaires du gouvernement, un phénomène auquel l'ancien sociologue d'Harvard Gene Sharp s'est référé comme à un "*jiu jitsu* politique", grâce auquel un mouvement d'opposition exerce une influence sur la répression publique pour faire avancer les buts du mouvement. Deuxièmement, les campagnes non armées impliquent beaucoup plus de participants, en profitant du soutien majoritaire d'un mouvement populaire. La résistance non armée encourage aussi la création d'institutions alternatives, qui sapent davantage le statu quo de la répression et forment une base pour un nouvel ordre indépendant et démocratique.

La résistance armée échoue souvent en légalisant l'utilisation de tactiques de répression. La violence de l'opposition est souvent bien accueillie par les gouvernements autoritaires et encouragée même par l'utilisation d'agents provocateurs, parce qu'il justifie alors la répression publique. Mais la violence publique lâchée sur les dissidents non armés déclenche souvent un tournant dans les luttes non-violentes. Une attaque gouvernementale contre des manifestants pacifiques peut être l'étincelle qui transforme des protestations temporaires en une insurrection de grande envergure.

Les mouvements de résistance non armés ont aussi tendance à semer des divisions dans les cercles pro-gouvernementaux pour un certain nombre de raisons. D'abord, les désaccords superficiels internes concernant la question de savoir comment s'occuper efficacement de la résistance, puisque peu de gouvernements sont aussi disposés à s'occuper de révoltes non armées qu'à réprimer celles qui le sont. La répression violente d'un mouvement pacifique peut souvent changer les perceptions populaires et des élites concernant la légitimité du pouvoir, c'est pourquoi les fonctionnaires publics utilisent d'habitude moins de répression contre les mouvements non-violents. Deuxièmement, certains éléments pro-gouvernementaux deviennent moins inquiets au sujet des conséquences d'un compromis avec les insurgés si leur résistance est non-violente. Les mouvements non armés augmentent la probabilité de défections et de non-coopération de la part d'un personnel de la police ainsi que militaire non motivés, alors que les révoltes armées légalisent le rôle de l'appareil coercitif du gouvernement, en améliorant sa perception de soi comme le protecteur de la société civile. Le pouvoir moral de la non-violence est essentiel dans la capacité qu'a un mouvement d'opposition de recadrer la perception des parties clé : les élites publiques, politiques et militaires, dont la plupart n'ont aucune difficulté à soutenir l'utilisation de la violence contre les insurrections violentes.

L'effet de la résistance non-violente à diviser les supporters du statu quo est évident non seulement en rendant les troupes gouvernementales moins efficaces, mais aussi dans la contestation des attitudes d'une nation entière et d'acteurs même étrangers, comme dans la lutte sud-africaine contre l'apartheid. Les photos des blancs incluant des manifestants pacifiques, des membres du clergé et d'autres "citoyens en vu" - transmises télévisuellement dans le monde entier a prêté une légitimité aux forces anti-apartheid et a sapé le gouvernement sud-africain par une

voie que la rébellion armée était incapable d'atteindre victorieusement. Tandis que la résistance non-violente dans le pays augmentait, la pression externe sous la forme de sanctions économiques et d'autres tactiques de solidarité du fait de la communauté internationale, ont élevé le coût du maintien d'un système d'apartheid.

En raison de l'interdépendance globale accrue, l'audience à l'extérieur concernant un conflit peut être aussi importante que pour la communauté immédiate. Juste alors que Gandhi jouait aux citoyens britanniques à Manchester et Londres, les organisateurs du mouvement pour les droits civils dans la zone sud des Etats-unis étaient en train de communiquer avec la nation entière et surtout avec l'administration Kennedy. L'insurrection contre le bloc soviétique a été disséminée par les émissions de télévision qui étendent les nouvelles de pays en pays, légitimant les protestations locales qui n'ont plus eu l'air d'événements isolés organisés par des dissidents instables. Le rôle prééminent des mass-médias principaux durant le mouvement "people power" anti-Marcos en 1986 a contribué à forcer le gouvernement américain à réduire son soutien au dictateur philippin. La répression israélienne des protestations non-violentes palestiniennes durant les années 1980 a eu un effet semblable sur les américains, dont la perception est significative étant donné le rôle tant des citoyens privés que du gouvernement des Etats-Unis dans le soutien à l'infrastructure militaire et économique d'Israël. Comme Rashid Khalidi l'a observé, les palestiniens avaient "réussi finalement à transmettre la réalité des représailles dont ils étaient l'objet vers l'opinion publique mondiale."

Comme ingrédient actif de la résistance non violente, la création de structures alternatives fournit un étayage aussi bien moral que pratique pour les efforts visant à provoquer un changement social fondamental. Les structures parallèles dans la société civile peuvent rendre le contrôle public de plus en plus impuissant, comme ils l'ont fait partout en Europe de l'Est menant jusqu'aux événements de 1989. Dans les Philippines, Marcos a perdu le pouvoir non pas à cause de l'échec de ses troupes et le fait de prendre d'assaut le Malacañang Palace mais à cause du retrait d'un soutien suffisant favorable à son autorité, donc le palais est devenu la seule partie du pays que ses troupes pourraient efficacement contrôler. Le même jour où Marcos a prêté officiellement serment pour un autre mandat en tant que président lors d'une cérémonie publique, Corazon (Cory) Aquino a prêté symboliquement serment comme présidente du peuple. Étant donné que la plupart des philippins ont vu l'élection de Marcos comme frauduleuse, la vaste majorité a apporté sa fidélité à la présidente Aquino plutôt qu'au président Marcos. Le transfert de fidélité d'une source d'autorité et de légitimité à une autre est un élément clé d'une insurrection non-violente réussie.

Au cours d'une révolution non-violente aboutie et avec la participation populaire adéquate, l'autorité politique peut être arrachée à l'Etat et investie dans les institutions de la société civile, tandis que ces institutions parallèles grandissent en efficacité et légitimité. L'Etat peut devenir de plus en plus impuissant et hors de propos, alors que les institutions non-gouvernementales reprennent une portion accrue des tâches de gouvernance d'une société, en fournissant des services au peuple et en créant des équivalents fonctionnels aux institutions de l'Etat.

Mouvements non-violents contre les gouvernements épaulés par les Etats-Unis

Comme un effort tardif pour rationaliser l'invasion de l'Iraq, les États-Unis ont de plus en plus insisté sur le besoin d'un "changement de régime" pour promouvoir la démocratie et ont même essayé de se créditer de l'augmentation importante des gouvernements démocratiques lors

des dernières décades. En réalité, pourtant, les États-Unis soutenaient souvent des chefs de la répression - comme Numeiry au Soudan, Duvalier en Haïti, Marcos aux Philippines, Chun en Corée du Sud, Suharto en Indonésie et Pinochet au Chili - lesquels ont essayé d'écraser des mouvements pro-démocrates non-violents. Chacun de ces dictateurs soutenus pas les États-Unis ont été renversés par des mouvements non-violents; bien que grâce partiellement à un manque de soutien américain en faveur des nouveaux gouvernements démocratiques, tant le Soudan qu'Haïti ont glissé en arrière en direction d'une gouvernance autoritaire.

Dans les années 1980-81 durant à la fois les administrations Carter et Reagan, le gouvernement salvadorien était capable de résister à une série de grèves générales grâce à un engagement des États-Unis pour financer 80 % du budget de San Salvador. Renforcé par un soutien économique extérieur, les gouvernements impopulaires peuvent survivre souvent à l'effondrement presque complet de l'activité économique domestique provoquée par une non-coopération aussi massive. Par conséquent, nombreux sont ceux dans la lutte non-violente des salvadoriens qui ont rejoint l'insurrection armée.

Une version particulièrement problématique de ce phénomène d'obstruction est manifestée par les gouvernements - particulièrement ceux comptant sur le soutien étranger - qui répriment efficacement des mouvements non-violents sans saper leur légitimité en privatisant leur appareil de répression. Cela se produit quand les officiers militaires et des fonctionnaires politiques de haut niveau permettent ou encouragent des vigiles privés - souvent avec le soutien direct d'éléments de la police et des militaires - à violemment réprimer les mouvements non-violents comme moyen de terroriser la population générale et la soumettre. En dépit de l'approbation par des secteurs clés de l'appareil gouvernemental, ces escadrons de la mort sont suffisamment distincts de la hiérarchie du commandement officiel pour que le gouvernement puisse avec vraisemblance nier toute responsabilité. Bien que la plupart des activistes non-violents blâment encore le gouvernement, des supporters étrangers et quelques secteurs neutres de la population - acteurs clés dans le succès des mouvements pro-démocrates - peuvent admettre l'image de chefs gouvernementaux en tant que modérés faisant tout leur possible pour réduire la violence et les extrémismes de tous bords.

La privatisation de l'appareil de répression d'un gouvernement impopulaire a souvent un effet refroidissant sur les perspectives d'insurrections non-violentes réussies. Une contre-mesure créative, pourtant, implique "l'intervention non-violente" d'équipes de volontaires internationaux organisés par les Brigades de Paix Internationales (Peace Brigades International - PBI) et des groupes similaires. Grandissant à partir de la tradition Gandhienne, PBI et ses organisations soeurs ont envoyé des équipes au Guatemala, Salvador, Sri Lanka, en Colombie et les territoires palestiniens occupés par les israéliens dans la Bande de Gaza et de Cisjordanie pour faire accompagner des activistes non-violents éminents par des gardes du corps non armés, et se placer entre les soldats et les manifestants pacifiques, former des barrages pour protéger des maisons de la destruction et se livrer à d'autres tactiques. Les chefs politiques sont désireux d'éviter les retombées diplomatiques de la part des observateurs internationaux - en particulier nord-américains et européens - témoignant ou devenant victimes d'attaques de la part d'escadrons de la mort. En exerçant une influence sur ce sujet de préoccupation, ces équipes d'intervention non-violentes, en dépit de leurs petits nombres, sont devenues des facteurs décourageants remarquablement réussis pour témoigner de la répression.

Les succès de tels efforts sont limités, cependant. Par exemple, en dépit du meurtre par les forces d'occupation israéliennes de Rachel Corrie, un activiste américain non-violent de 23 ans protégeant la maison d'un docteur palestinien de la destruction par des bulldozers israéliens

en 2003, l'administration Bush a continué son soutien sans condition en faveur de la répression d'Israël dans la Bande de Gaza occupée et la Cisjordanie. Effectivement, durant le mois de son meurtre, le congrès a voté pour augmenter d'un milliard de dollars l'aide des Etats-Unis à Israël.

Mouvements non-violents contre les gouvernements anti-occidentaux

Pendant la Guerre froide, le soutien américain en faveur des dictatures de droite se justifiait en proclamant qu'ils étaient un rempart important contre le communisme, qui - en tant que système "totalitaire" - était jugé impossible à réformer de l'intérieur. Il a été estimé que les moyens militaires, comme le rassemblement d'alliances stratégiques telles que l'OTAN et d'insurrections armées comme les mudjahidins afghans, étaient la seule voie à travers laquelle les dictatures de gauche pouvaient être défiées. Et pourtant, des mouvements non-violents ont finalement déposés des dirigeants communistes retranchés en Pologne, Allemagne de l'Est, Tchécoslovaquie, Hongrie et Mongolie. Pendant cette même période, les Etats Baltes de la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie se sont évadés de l'Union soviétique, aussi en grande partie du fait de l'utilisation de la résistance non-violente. Avec une exception partielle concernant mouvement Solidarnosc en Pologne, toutefois, il y avait peu de soutien direct des États-Unis et d'autres nations occidentales.

Pendant les années 1990, la majorité ethnique albanaise opprimée au Kosovo a mené une campagne non-violente massive contre ses oppresseurs serbes usant de grèves, de boycottages, de manifestations pacifiques et d'institutions alternatives dans une des campagnes non-violentes les plus étendus et complètes depuis la lutte de Gandhi pour l'indépendance indienne. Tragiquement, le gouvernement américain et une grande partie du reste du monde ont voulu ignorer le mouvement non-violent des Kosovars. Seulement ensuite un ténébreux groupe armé connu comme l'Armée de Libération du Kosovo émergé en 1998 a fait que les mass-média mondiaux, l'administration Clinton et d'autres gouvernements occidentaux les remarque finalement. En attendant l'émergence d'une guérilla avant la recherche d'une solution, l'ouest a donné au régime de Milosevic l'opportunité de prendre des mesures énergiques avec une poigne de fer. Les efforts diplomatiques occidentaux étaient trop tardifs et ont culminé en une campagne de bombardement de l'OTAN qui non seulement a tué plus de 500 civils mais a conduit à une considérable augmentation de la répression serbe. La violence d'État a enflammé le mouvement Kosovar, qui est devenu dominé par les ultranationalistes armés qui se sont avérés bien moins prêts à la recherche d'un compromis ou à garantir les droits de la minorité serbe dans un Kosovo autonome.

Moins d'une année plus tard, pourtant, les gens de la Serbie étaient capables d'accomplir non-violamment ce que 11 semaines de bombardement de l'OTAN n'avait pu accomplir : l'éviction de leur chef dictateur, Slobodan Milosevic. C'était la troisième insurrection non-violente importante contre Milosevic : les deux précédentes avaient échoué en grande partie en raison du refus des États-Unis et d'autres pouvoirs occidentaux de soutenir les forces démocratiques. En effet, pendant l'insurrection de 1996, l'envoyé spécial américain Richard Holbrooke a défendu avec succès le fait que l'administration Clinton a peut-être soutenu Milosevic par reconnaissance pour son rôle dans l'affaire de la paix réussie en Bosnie - et n'a pas risqué l'instabilité qui aurait pu provenir de la victoire des démocrates serbes. A travers le premier apaisement, suivi d'une guerrilla, Washington a permis à Milosevic de rester au pouvoir bien plus longtemps que nécessaire. Comme le président yougoslave démocratiquement élu Vojislav Kostunica l'a exprimé : “ Les américains ont aidé Milosevic, non seulement quand ils

l'ont soutenu, mais aussi quand ils l'ont attaqué. D'une certaine façon Milosevic est une création américaine. ”

Le succès des mouvements non-violents peut forcer Washington à reconnaître le pouvoir de la résistance pacifique. Bien que moins significatif que le soutien européen, l'assistance économique américaine aux groupes pro-démocratiques en Ukraine a aidé à rectifier une tentative de voler l'élection présidentielle du pays. Certains à l'extrême gauche ont accusé les États-Unis de fomenter cette insurrection, bien qu'aucune somme n'aurait pu mener des milliers d'activistes pro-démocrates à camper dehors pendant des semaines sous l'hiver ukrainien. Blâmer ou créditer Washington pour de telles insurrections spontanées en faveur de la liberté est aussi ridicule que le vieux mythe de droite de la guerre froide selon lequel les insurrections de paysans dans les pays en développement ont été toutes organisées depuis Moscou.

Les iraqiens - laissés à leurs propres moyens - auraient-ils pu avoir le potentiel de renverser Saddam Hussein et dès lors apporter la démocratie sans tout le massacre et chaos provoqués par l'invasion américaine ? C'est tout à fait possible. Suharto en l'Indonésie - qui gouverne la plus grande nation musulmane du monde depuis plus de 33 ans - avait même plus de sang sur les mains que Saddam, pourtant il a été forcé hors du pouvoir par une insurrection largement non-violente en 1998. Ce type d'insurrection ont aussi renversé les chefs tyranniques d'autres états musulmans, comme Jaffaard Numeiri au Soudan en 1985, le général Ershad au Bangladesh en 1990 et Moussa Traore au Mali en 1991. L'Islam a traditionnellement accentué une sorte de contrat social entre le gouvernement et ses sujets qui donne le droit aux gens, et même l'obligation, de refuser de coopérer avec des autorités vues comme injustes.

Ironiquement, en Iraq, c'était les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres nations occidentales qui peuvent avoir rendu impossible l'émergence de tels mouvements non-violents. La plupart des mouvements pro-démocrates non-violents réussis dans le monde sont centrés dans la classe moyenne urbaine et la classe ouvrière industrielle. En Iraq, pourtant, grâce à la dévastation de l'infrastructure civile du pays pendant la campagne de bombardement en 1991 la guerre du Golfe et les sanctions affaiblissantes qui ont suivi, les classes moyennes ouvrières habiles et en progression ont été réduites à la pauvreté extrême ou forcées d'émigrer. A leur place a émergé une nouvelle classe de vendeurs au noir qui avaient fort à jouer dans le fait de préserver le statu quo. En outre, les sanctions avaient non seulement des conséquences humanitaires sérieuses - s'ensuivant par la mort de centaines de milliers d'iraquiens du fait de la malnutrition et des maladies évitables - mais ont vraiment renforcé la prise de Saddam Hussein sur le pouvoir. En forçant les iraqiens à devenir dépendants au sujet des rations alimentaires de première nécessité, de la médecine et d'autres besoins, les iraqiens sont devenus encore moins susceptibles de le défier.

Peut-être le plus grand et simple défi à l'efficacité de l'action non-violente pour la cause des droits de l'homme est le pouvoir d'institutions transnationales soutenues par les Etats-Unis comme le Fonds Monétaire International, qui peut en grande partie déterminer les politiques économiques de pays nouvellement démocratiques et les tenir responsables des dettes accumulées par les dictatures précédentes. Bien que les mouvements non-violents puissent être victorieux du fait d'améliorer les droits civils et politiques dans un pays, de tels mouvements peuvent être incapables d'améliorer les droits sociaux et économiques des gens. Par exemple, au printemps 1997, quand des dizaines de milliers de nicaraguayens se sont livrés à une grève générale pour protester contre le programme d'austérité du président Arnaldo Aleman, d'anciens soldats sandinistes et d'anciens Contras ont laissé leurs fusils à la maison et ont collaboré pour monter des barrages routiers et se livrer aux protestations de la rue, adhérant

avec sérieux à une non-violence disciplinée. Faisant face avec une résistance non-violente massive, le gouvernement a cédé et les mesures d'austérité ont été retirées. Pourtant, les États-Unis, grâce au Fonds Monétaire International, ont forcé le gouvernement nicaraguayen à exécuter le plan d'austérité de toutes façons. Ainsi, Alejandro Bendaña, un intellectuel sandiniste important, a demandé lors d'une audience américaine quelques mois plus tard, "les États-Unis permettent-elles aux peuples d'Amérique latine de réussir par la non-violence ?"

Car l'action non-violente pour être vraiment efficace avec la cause de la démocratie et des droits de l'homme, doit être internationale, en s'opposant non seulement aux plus mauvaises manifestations de la violence institutionnelle et des abus des droits de l'homme, mais aussi à leur source, souvent logée dans les pays industrialisés avancés.

Cela représente un défi pour ceux d'entre nous dans le monde industrialisé qui reconnaissons le pouvoir de l'action non-violente. Car il n'est pas suffisant de se tenir prêt sur la touche et d'appeler l'opprimé à lutter contre la dictature et à promouvoir la démocratie et les droits de l'homme là où les plus mauvaises manifestations du militarisme, de l'injustice économique et des crimes contre l'humanité surviennent. Il n'est pas juste non plus de simplement prêcher que les gens opprimés devraient utiliser la non-violence pendant que nos propres gouvernements et sociétés jouent un rôle aussi significatif dans l'oppression des autres. En effet, les racines d'une grande partie de cette violence proviennent des décisions de gouvernements et d'institutions économiques dans les nations industrialisées avancées. Là où la non-violence active est la plus hautement nécessaire, pourtant, cela peut ne pas être en Amérique latine, au Moyen-Orient ou quelque part ailleurs dans le monde en développement, mais ici dans les démocraties occidentales. Et il nous appartient de ne pas être seulement des observateurs et sympathisants, mais des participants actifs.